LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 7 novembre 2026

Je récupère rapidement désormais, j'arrive à dormir par tranches de 3 heures au lieu d'1, cela vous change la vie ! J'ai décidé de poursuivre le traitement léger, que m'avait filé le toubib d'Auroville, cependant j'ai supprimé le comprimé le plus fort pour minimiser les effets secondaires sur l'estomac. En principe, le comprimé que je prends est prescrit pour une durée très courte, 5 jours, renouvelable une fois par le médecin, j'ai décidé d'arrêté au bout de 10 jours, et j'en garde en réserve.

La convalescence risque d'être longue sans trop me faire d'illusion, je risque de ne jamais plus avoir une respiration normale, c'est pénible parce que je dois éviter toutes les activités qui réclament des efforts, et surtout je ne dois pas faire de geste rapide ou répéter, sinon je pique une crise, je dois me déplacer lentement à la manière des vieillards ! Pour quelqu'un qui était hyper actif, c'est une punition sévère, à laquelle je ne m'attendais pas, car dans mon esprit la clope pouvait tuer, mais pas handicaper, comme quoi on ne pense pas toujours à tout !

Je soigne aussi mon alimentation, tous les jours, œuf et sardines marinées dans des épices et grillées ou curry de crevettes accompagné d'un curry de légumes, des crudités et du riz, on agrémente certains jours avec des lentilles ou des légumes secs, peu de viande, du poulet, cuisine indienne, française, italienne, mexicaine, espagnole. Bref, la cuisine est un art de vivre, un numéro d'équilibriste, le comble du mauvais goût, c'est de la négliger ou de s'empiffrer.

Et quand on n'a rien préparé, c'est spaghettis italiennes à la sauce tomate maison légèrement pimentée. J'ai découvert un magasin à Pondichéry qui les vend moitié prix, 80 roupies (1 euro = 100 roupies). J'ai calculé que le prix de l'assiette avec le beurre et la sauce était d'environ 15 roupies, on n'a aucun repas indien végétarien à ce prix-là.

Je vous ai raconté, que j'étais issu d'un milieu ouvrier très pauvre et que j'étais resté pauvre, ce qui explique pourquoi j'ai conservé l'habitude de compter, comme ma mère autrefois, pas tout, mais je fais attention à chaque dépense, je note tout quotidiennement, et puis c'est devenu un principe, par respect pour ceux qui sont plus pauvres que moi, j'y pense tout le temps. Je leur dédie cette causerie.

France. Journée d'actions du 5 novembre.

La mobilisation de ce jeudi en France dépasse le nombre de manifestants du 17 octobre - HuffPost 6 novembre 2026

La mobilisation n'avait jamais été aussi forte depuis le début du mouvement. Au total, 575 000 personnes ont manifesté ce jeudi 5 novembre partout en France, dans 193 cortèges, à l'appel de l'intersyndicale pour réclamer des hausses de salaires et défendre leur pouvoir d'achat.

Selon la CGT, près d'1,6 millions de manifestants se sont mobilisés à travers le pays, dont 350 000 à Paris. Lors de la manifestation du 17 octobre, tout comme celle du 24 octobre, elle avait dénombré 800 000 manifestants.

Dans la matinée, plusieurs lycéens avaient à nouveau bloqué leurs établissements pour réclamer plus de moyens, et près de 16 % des enseignants ont été en grève ce jeudi, selon le ministère de l'Éducation nationale.

En complément.

Salaires : conférence sociale le 9 novembre, la rue se prépare à l'«*acte IV*» 6 nov. 202

Après la journée de mobilisation du 5 novembre, Sébastien Lecornu convoque pour le 9 novembre une «*conférence sociale*» à Matignon avec syndicats et patronat. Les organisations de jeunesse et gilets jaunes promettent de nouvelles actions le 7 novembre pour leur «*acte IV*».

Le ministre du Travail Jean-Pierre Farandou doit finaliser d'ici le 8 novembre les concertations engagées. Sur TF1, il a estimé « *important* » d'essayer de franchir « *la barre des 1 500 euros net* » pour le Smic, aujourd'hui fixé à 1 477,93 euros, éventuellement dès le 1er décembre.

Les syndicats réclament pour leur part 100 à 150 euros de hausse nette. Le patronat, de son côté, reste opposé à toute hausse substantielle du Smic, estimant qu'elle pèserait sur l'emploi.

L'intersyndicale a indiqué qu'elle déciderait des suites de la mobilisation à l'issue de la réunion du 9 novembre, déplorant l'absence de rendez-vous spécifiques pour les fonctionnaires et les jeunes.

J-C - Le coût total moyen d'un salarié au SMIC pour l'employeur se situe, selon le type et la taille de l'entreprise, son secteur d'activité ou sa convention collective, entre 2 040 € et 2 560 € par mois, comprenant, le salaire de base, les cotisations patronales (3,55 % environ), les contributions légales et les avantages en nature obligatoires ou courants, sur la base de 35h de travail hebdomadaire.

En Inde sur la base 48h de travail hebdomadaire répartis sur 6 jours, le coût total moyen d'un salarié au SMIC pour l'employeur se situe entre 190 et 210 euros par mois en fonction de l'emplacement de l'entreprise (zone urbaine ou rurale),

Par ailleurs, l'économie informelle représente entre 87 et 92% de l'activité économique tout secteur confondu, où l'application du Code du travail est laissée à la discrétion des patrons, bien que la loi les oblige à s'y conformer, j'ai découvert cela ce matin. Je ne savais même pas qu'il existait un SMIC en Inde, personne ne m'en avait jamais parlé, c'est en fouillant dans le Net avec l'aide de l'IA que je me suis informé.

Un ouvrier coûte en France entre 2 040 € et 2 560 € par mois, et entre 190 et 210 euros en Inde, inutile d'essayer de rivaliser sur les plans de la compétitivité ou de la productivité !

Cela peut vous étonner, qu'au bout de 32 ans passés en Inde j'ignorais encore qu'il existait un SMIC en Inde, en fait, ce n'est que tout récemment, depuis que j'ai des voisins qui ne travaillent pas dans l'économie informelle, que j'ai fait cette découverte, car pendant 32 ans je n'ai rencontré que des travailleurs indiens sans aucune couverture sociale ou alors, ils ne m'en ont jamais parlé, je ne connais pas non plus un seul fonctionnaire. Même quand j'étais prof à l'Alliance française, j'ai eu des élèves de 10 à 65 ans de différentes classes et conditions sociales, mais jamais je n'ai abordé ces sujets avec eux, peut-être par crainte d'être indiscret puisqu'aucun n'en parlait, j'ai dû croire que cela ne se faisait pas, j'ai toujours été un peu réservé ou timide.

Et puis je vais vous raconter un truc, ne comptez pas sur un Indien pour vous apprendre quelque chose quand vous vous posez une question, sinon vous risquez de croire vraiment n'importe quoi ou de vous embarquer dans des histoires pas possible, vous devrez l'adresser à au moins 10 Indiens, et en fonction des réponses différentes que vous aurez reçues, soit vous serez fixé, soit vous en serez toujours au même point. Si je vous racontais le nombre de fois où je les ai crues et j'ai fait de grosses conneries, vous ne me croiriez pas.

Les Indiens vous posent un tas de questions, y compris indiscrètes, mais eux, ils ne vous racontent rien. Ainsi, ils vous connaissent bien, mais vous, vous ne les connaissez pas du tout, du coup, ils ont un avantage sur vous, qui peut leur servir pour profiter de vous, cela peut aller très loin, croyez-moi. On peut avoir de très mauvaises surprises, selon l'exploitation qu'ils feront des renseignements que vous leur aurez fournis. Cela ne m'a pas incité à lier des relations.

J'observe quotidiennement comment ils vivent ou se comportent avec les autres, cela me suffit pour ce que je compte en faire, m'éviter des problèmes inutiles, et par ailleurs, puisque je n'ai jamais eu l'intention de m'investir dans le militantisme en Inde, j'ai suffisamment de quoi faire ailleurs. Je n'aime pas spécialement ce pays, loin de là, je le supporte parce que je ne peux pas faire autrement.

En famille avec Macron.

Présidentielle 2027 : Macron mise sur une large coalition de Glucksmann à Lisnard - RT 5 nov. 2026

À moins de six mois du scrutin, Emmanuel Macron estime que seule une coalition allant de Raphaël Glucksmann à David Lisnard peut empêcher un second tour Le Pen-Mélenchon. Il privilégie un projet commun plutôt qu'une primaire.

Face à la progression de Jean-Luc Mélenchon dans les sondages et au recul d'Édouard Philippe, le chef de l'État redoute que le camp central soit éliminé dès le premier tour. Dans des confidences rapportées par Le Monde, il préconise désormais une vaste coalition de l'espace central pour déjouer le scénario d'un second tour Le Pen/ Mélenchon.

Emmanuel Macron considère que la tripartition politique reste le cadre de 2027.

Contrairement à son ancien Premier ministre Édouard Philippe, qui mise sur un retour du clivage droite-gauche, le président sortant estime qu'un candidat unique issu d'un accord large : des sociaux-démocrates de Raphaël Glucksmann (Place publique, investi par le PS) jusqu'au maire de

Cannes David Lisnard (ex-LR), est indispensable pour franchir le premier tour et, en cas de victoire, disposer d'une majorité à l'Assemblée.

Selon Le Figaro, le chef de l'État préfère que les prétendants (Édouard Philippe, Gabriel Attal, Bruno Retailleau, Glucksmann, Lisnard…) travaillent d'abord ensemble sur un projet commun plutôt que de s'affronter dans une primaire, à laquelle il ne croit pas. Il assume seul le bilan des deux quinquennats et dispense les candidats de le défendre.

Plusieurs réunions informelles auraient déjà eu lieu entre les équipes de Glucksmann et de Lisnard, sans que l'on sache encore si Édouard Philippe, hostile à l'idée d'une primaire y prendra part.

A bas le PS et le NFP !

Raphaël Glucksmann sifflé lors de la manifestation à Paris - HuffPost 5 novembre 2026

Pour son premier déplacement dans le cortège parisien depuis le début de la contestation, Raphaël Glucksmann a été accueilli ce jeudi 5 novembre par des sifflets et slogans hostiles. Le candidat Place Publique-PS a minimisé, déclarant s'en « *contrefoutre* » des « *militants politiques hostiles* » à sa présence. Il a finalement quitté la manifestation assez rapidement.

Venu sur la place de la République d'où s'élançait l'intersyndicale, l'eurodéputé a été accueilli par des cris « *non, Glucksmann n'est pas un camarade* », « *tout le monde déteste le PS* »

Il a finalement quitté la manifestation parisienne, après avoir été bloqué durant 45 minutes à son point de départ, place de la République donc, entouré de militants hostiles, a constaté une journaliste de l'AFP. Son équipe de campagne a précisé à l'AFP que la préfecture de police lui avait signalé la présence de « *black blocs* » sur la place, « *ce qui a justifié son départ après plus d'une heure sur place* ». HuffPost 5 novembre 2026

En famille. Démagogie crasse. Où vont se nicher les bonnes intentions franchement !

Qui a déploré les sifflets entendus contre le candidat social-démocrate Raphaël Glucksmann lors de la manifestation parisienne jeudi à Paris ?

Réponse : Ruffin, sur Franceinfo le 6 novembre. Selon BFMTV, il a estimé que lorsqu'on a « *pour objectif d'être majoritaire dans le pays et d'être populaire, on ne peut pas être sectaire*. »

Il en a rajouté une couche façon aimez-vous les uns les autres.

« *...il faut qu'on puisse ouvrir ses bras. On gagne en embrassant le plus largement possible, je dirais qu'on gagne plus par l'amour que par la haine* ». Source : BFMTV 6 novembre 2026

J-C – C'est le langage des fourbes et des trouillards, des capitulards ou traitres, des partenaires qui sont complices, des adversaires qui ne sont pas des ennemis, des collaborationnistes ou compromis, de ceux qui louent les bons patrons, flics, juges ou curés, qui sont pacifistes en temps de paix et guerriers enragés en temps de guerre, qui condamnent la violence d'où qu'elle vienne, sans tenir compte que la classe dominante en est à l'origine et les autres classes ne font que se défendre.

Ce n'est pas l'amour, mais la haine qui m'a conduit à l'exil, à quitter la France.

Présidentielle 2027 : Jean-Luc Mélenchon engrange de nouveaux soutiens - HuffPost 5 novembre 2026

Le candidat PCF à l'élection présidentielle est lâché par son groupe à l'Assemblée nationale qui annonce ce jeudi 5 novembre se rallier majoritairement à Jean-Luc Mélenchon. Sur les dix-sept députés, neuf annoncent soutenir le candidat de La France insoumise, parmi eux Stéphane Peu, le président du groupe.

Macron ultra minoritaire, illégitime : dégage ! A bas les institutions de la Ve République !

Macron fait pire qu'Hollande et bat un record d'impopularité, selon un sondage - 20 Minutes avec AFP 5 novembre 2026

Avec seulement 13 % de cote de confiance, Emmanuel Macron bat le record d'impopularité de son prédécesseur socialiste à l'Élysée François Hollande. Ce sont en tout cas les conclusions de la dernière édition du baromètre de l'institut Elabe publiée jeudi.

La défiance « *dépasse son niveau historique* » à 82 % des personnes interrogées, dont 60 % qui ne lui font « *pas du tout confiance* ». Dans

Sébastien Lecornu, touche aussi son plus bas personnel, avec seuls 17 % de sondés qui lui font confiance.

La France : Un pays devenu ingouvernable, profitons-en pour achever l'Etat !

Budget 2027 en France : l'Assemblée rejette à l'unanimité le projet de loi de finances - RT 5 nov. 2026

L'Assemblée nationale a rejeté le 4 novembre, par 458 voix contre et zéro pour, la partie recettes du projet de loi de finances pour 2027. Le texte, profondément amendé, part au Sénat dans sa version initiale.

Le scrutin, survenu en fin de soirée du 4 novembre, a réuni 458 voix contre issues de tous les groupes politiques, y compris ceux soutenant le gouvernement, et seulement deux abstentions au sein du groupe communiste et ultramarin. RT 5 nov. 2026

Soudan. Capitalisme : Stop ou encore ?

J-C - Quand vous posez cette question, on vous prend, soit pour un farfelu, soit pour un extrémiste, parce qu'il faut bien trouver un prétexte pour dire encore aux guerres, aux famines, aux multiples souffrances qui sont injustement imposées à tous les peuples...

L'hypocrisie, la lâcheté, la démagogie, le déni de la réalité des plus nantis en Occident face à ces horreurs, a de quoi interpeler ceux qui ont un niveau de conscience supérieur, qui combattent sans relâche pour éradiquer le capitalisme de la surface de la Terre le plus tôt possible, à vrai dire on se sent très seul par moment.

Au Soudan en guerre, même le pain manque, aggravant le risque de famine - TV5Monde Info 6 novembre 2026

Après plus de trois ans et demi de guerre, la flambée des coûts conjuguée à la dégringolade de la monnaie privent les Soudanais de produits basiques du quotidien, jusqu'au plus essentiel: le pain.

"*Avant, nous mangions du pain à chaque repas. Ce n'est plus possible aujourd'hui*", déplore Abir Mohammed, dans l'une des rares boulangeries encore en activité dans la capitale.

A Khartoum, la plupart ont fermé en raison de la flambée des prix du blé ou des pénuries de carburant, et le coût de la galette de pain - élément essentiel du repas soudanais- a brutalement doublé en une semaine à 500 livres, une hausse inédite.

"*Nous déboursons 900.000 livres par mois (88 dollars) pour acheter du pain. C'est quasiment la somme de nos deux salaires*", s'indigne Sawsan Mahmoud

"*Nous n'en mangeons plus qu'au cours d'un seul repas par jour*", ajoute cette femme de 44 ans, mère de trois enfants, pour qui la "situation est devenue insupportable".

Les organisations internationales tirent la sonnette d'alarme face au risque de famine généralisée — déjà déclarée dans certaines zones du pays —, alors qu'environ 20 millions d'habitants du Soudan souffrent d'une grave insécurité alimentaire.

Le cours du blé dans le pays, importé en grande majorité, est très sensible à la dépréciation de la monnaie locale, et la livre soudanaise a perdu 25% de sa valeur en octobre pour atteindre un plus bas historique de 10.500 livres pour un dollar, avant de se stabiliser à 10.200 livres mercredi.

Au déclenchement de la guerre qui oppose depuis avril 2023 l'armée aux paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR), un dollar s'échangeait contre 500 livres.

"*De nombreuses boulangeries ont fermé faute de farine sur le marché*", explique dans sa boulangerie Mohammed al-Fateh. "*On peut passer une journée entière, voire deux, au centre de distribution et revenir les mains vides*".

Son collègue, Mutawakil Ahmed, redoute lui aussi de devoir mettre la clé sous la porte dans le quartier d'Al-Azhari, dans le sud de la capitale, pointant les "*coupures de courant qui obligent à acheter du carburant pour le générateur*".

"*Nous vendons le pain à 500 livres. C'est inférieur au coût de revient, mais je ne peux pas augmenter les prix compte tenu de la situation des gens*".

Des attaques répétées de drones sur les centrales électriques ont fragilisé l'approvisionnement électrique dans la capitale, reprise par l'armée en mars 2025, et l'est du pays, qu'elle contrôle aussi.

Le prix de l'essence, également importée, a aussi flambé du fait du recul de la monnaie.

"*Je suis là depuis six heures du matin*", témoigne en milieu d'après-midi devant une station-service Yasser Mohammed. Ce fonctionnaire n'a pas pu se "*rendre au travail*" de la journée, et n'a "*toujours pas obtenu d'essence*".

80% de pauvres

Dans ce contexte, le taux de pauvreté au Soudan a atteint 80% et l'inflation s'est envolée à 99% en 2025, selon les données du Bureau central des statistiques.

De nombreux Soudanais se retrouvent à nouveau à devoir patienter devant des cuisines communautaires pour des repas gratuits.

Bon nombre de ces structures avaient pourtant cessé leurs activités dans Khartoum quand les FSR en ont été chassées.

"Le cercle des besoins s'élargit et touche désormais des milliers de familles et de personnes déplacées", a alerté la "*Cellule d'urgence Umbada*" d'Omdurman - la ville voisine de Khartoum - qui coordonne le travail des cuisines communautaires du secteur.

La Cellule a mis en garde contre "*une pénurie de denrées alimentaires ou une envolée des prix qui rendraient quasi inatteignable l'accès à un seul repas quotidien*".

"*La valeur nutritionnelle des repas a diminué*", assure Al-Muradi Awad, depuis le marché d'Omdurman.

"*Le prix d'un kilogramme de viande oscille entre 50.000 et 70.000 livres. Si on pouvait acheter deux kilogrammes de viande, aujourd'hui, on n'en achète plus que 125 grammes*", compare-t-il.

En dehors de Khartoum, le blé est fourni par l'aide humanitaire mais la fermeture des routes due aux combats à travers le pays entrave les livraisons.

Outre Khartoum et l'est, l'armée contrôle aussi le centre, tandis que les FSR tiennent à l'ouest le vaste Darfour et certaines parties du sud.

Dans les États du Kordofan du Sud et du Darfour du Nord, plus de 200.000 personnes souffrent déjà de la famine, assurent des rapports de l'ONU, qui préviennent que huit villes sont également menacées d'ici 2027.

Palestine occupée.

J-C – Et pendant ce temps-là le génocide continue… Sans y appeler, quand on est Palestinien, voilà ce qui justifie le terrorisme, jamais nous ne le condamnerons, en revanche nous condamnons le colonialisme anglo-saxon-sioniste ou l'impérialisme américain et ses alliés.

Gaza : Des frappes israéliennes tuent quatre personnes, dont un enfant - 20 Minutes avec AFP 5 novembre 2026

Ce jeudi, quatre personnes, dont une femme et un garçon de 12 ans, ont été tuées par des frappes et des tirs israéliens dans la bande de Gaza, ont annoncé les services de secours du territoire palestinien ravagé par la guerre.

À quelques kilomètres de là, près de la municipalité d'Al-Zawayda, deux autres personnes ont été tuées dans « *une frappe israélienn*e » et « *une frappe de drone israélien* ». Plus au Sud, une femme « *a été tuée par des tirs des forces israéliennes* » dans la région de Khan Younès, selon la même source.

Les barbares en famille.

Syrie–Arabie saoudite : un accord de défense qui renforce leur rapprochement stratégique 5 nov. 2026

La coopération entre Damas et Riyad franchit une nouvelle étape. Mercredi 4 novembre, le président syrien Ahmed al-Chareh et le prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane ont supervisé la signature d'un accord de coopération entre les ministères de la Défense des deux pays.

Selon Reuters, Damas étudiait déjà la possibilité d'apporter une assistance militaire à Riyad dans sa confrontation avec les rebelles houthis au Yémen. Un tel soutien pourrait prendre plusieurs formes, sans qu'aucun engagement opérationnel n'ait été officiellement annoncé. Le rapprochement s'inscrirait aussi dans une architecture sécuritaire régionale plus vaste.

Quelques jours auparavant, le ministre syrien des Affaires étrangères Assaad al-Chaibani avait évoqué des discussions sur une possible adhésion de son pays à une alliance de défense associant l'Arabie saoudite, la Turquie et le Pakistan.

Le partenariat dépasse le seul domaine militaire. Riyad a également annoncé l'octroi de prêts concessionnels de plus de 403 millions de dollars, destinés à financer la reconstruction des infrastructures syriennes, notamment dans les secteurs de l'énergie, de la santé et du logement.

Pour l'Arabie saoudite, le rapprochement permet de consolider son influence au Levant. Pour Damas, il représente une opportunité de réintégration diplomatique et de relèvement après 14 années de guerre.

Burkina Faso.

Burkina Faso : le FMI prévoit une croissance solide en 2026 et 2027 5 nov. 202

Le Fonds monétaire international (FMI) a salué les performances économiques et financières du Burkina Faso

Le dynamisme du secteur aurifère et les efforts de formalisation de l'orpaillage artisanal contribuent aux performances de l'économie burkinabè. Le FMI prévoit ainsi une croissance du PIB réel de 4,4 % en 2026, puis de 4,8 % en 2027, soutenue également par la reprise attendue de l'activité agricole.

Les investissements dans l'irrigation et l'amélioration de l'accès aux engrais renforcent la résilience de l'agriculture face aux aléas climatiques, notamment ceux liés à El Niño. Parallèlement, les exportations d'or devraient soutenir un excédent du compte courant estimé à 6,8 % du PIB en 2026.

L'institution prévoit également une inflation contenue dans la fourchette cible de 1 à 3 % de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), malgré les pressions sur les prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires.

Afrique du Sud.

Élections locales en Afrique du Sud: l'ANC signe le pire résultat électoral de son histoire - RFI 7 novembre 2026

Au niveau national, le Congrès national africain reste le premier parti du pays, celui-ci signe en effet le plus mauvais score de son histoire : après avoir recueilli 45% des voix aux municipales de 2021 puis 40% des suffrages lors des élections générales de 2024, celui-ci devrait, cette fois, en rassembler à peine plus de 30%. Un net recul qui traduit la déception et la frustration des électeurs - qui se sont davantage mobilisés que lors du dernier scrutin local, avec un taux de participation autour de 50 % - face au manque de services de base et à la corruption généralisée à l'échelle locale dans le pays.

Alors que la proclamation officielle des résultats finaux est prévue dimanche 8 novembre, des négociations en vue de former des coalitions ont déjà débuté.

Paraguay.

Paraguay : Santiago Pena démissionne sur fond de crise bancaire et de menaces de destitution - aa.com.tr 05 Novembre 2026

Le président du Paraguay, Santiago Pena, a présenté jeudi sa démission sur fond de crise politique provoquée par l'effondrement de la banque numérique Ueno Bank et de pressions croissantes en faveur de sa destitution, a rapporté le quotidien ABC Color.

Cette initiative fait suite à plusieurs jours de manifestations dans la capitale, sur fond de crise de la banque Ueno, et constitue un revers politique majeur pour le gouvernement du Parti Colorado, alors que les autorités tentent de limiter les répercussions financières et de rétablir la confiance dans le système bancaire.

Santiago Pena a également perdu le soutien d'une partie de son propre parti conservateur, le Parti Colorado.

L'ancien président Horacio Cartes, figure influente de cette formation politique et mentor de Santiago Pena, a apporté son soutien à la procédure de destitution, selon ABC Color.

Arrivé au pouvoir en août 2023 pour un mandat de cinq ans, Santiago Pena détenait jusqu'en 2025 des participations dans Ueno Holding, la société mère de la banque, suscitant des accusations de conflits d'intérêts.

La Banque centrale de l'Uruguay est intervenue auprès d'Ueno Bank après que les fonds propres de l'établissement sont tombés sous le minimum légal, privant des millions de clients de l'accès à leurs comptes.

L'établissement comptait près de trois millions de clients dans un pays d'environ 6,5 millions d'habitants et gérait d'importants fonds publics, notamment des dépôts provenant des caisses de retraite et des fonds de santé.

Des parlementaires de l'opposition ont accusé le gouvernement de conflits d'intérêts, de détournement de fonds de pension et d'avoir dissimulé les difficultés financières de la banque.

Les autorités ont entamé le transfert des comptes des clients vers d'autres établissements bancaires afin de protéger les déposants.

Huit dirigeants d'Ueno Bank ont été placés en détention, tandis que 27 responsables de la banque et partenaires commerciaux font l'objet de poursuites judiciaires, selon ABC Color.

Etats-Unis.

Lu.

- Donald Trump sort profondément affaibli des élections de mi-mandat du 3 novembre 2026, tandis que les démocrates reprennent le contrôle du Congrès. Pourtant, pour qui observe les événements depuis l'Europe, ce serait une grave erreur de voir automatiquement dans ce résultat le début d'une période plus pacifique.

La mémoire historique devrait inciter à davantage de prudence ceux qui voient aujourd'hui dans le succès démocrate une garantie de modération internationale. C'est sous la présidence de Barack Obama que la crise ukrainienne de 2014, l'intervention russe en Crimée, les sanctions occidentales et la dégradation progressive des relations entre Moscou et Washington ont inauguré une nouvelle période d'affrontement.

Avec Joe Biden, après l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, cet affrontement a pris une ampleur encore plus grande. L'aide militaire à Kiev, les sanctions économiques et le renforcement de l'OTAN ont été justifiés par la nécessité de soutenir un pays agressé. Mais ils ont également contribué à rendre la confrontation entre Washington et Moscou toujours plus dangereuse.

Il existe, au sein de l'establishment démocrate, une tradition interventionniste qui considère la force militaire, la pression économique et la confrontation géopolitique comme des instruments essentiels au maintien de la suprématie américaine. Tous les démocrates ne partagent pas cette approche, mais il serait naïf d'en ignorer le poids.

Lu.

- Le parti qui, semaine après semaine, a fourni les bombes, les balles, les missiles et la couverture politique à un véritable génocide, a remporté la victoire.

Le parti qui a réduit en charpie des dizaines de milliers d'enfants pour Israël, pour lui-même, pour l'empire, pour des considérations géostratégiques et de politique intérieure. Ils ont gagné. Le parti qui a causé 99% des morts de ce génocide a remporté la victoire. Le parti qui a regardé en direct depuis la salle de crise Gaza se transformer en terrain vague a gagné. Le parti qui a aidé le régime sioniste à déclencher une famine. Ils ont gagné.